

## **Quelle stratégie de rassemblement du PCF pour construire un rapport de force stoppant le processus de régression sociale et amorçant une reconquête ?**

**Division des forces de gauche et poids dominant des forces réactionnaires dans ses deux versions, MACRON et LE PEN** : la compétition électorale présidentielle est lourde de menaces et présente le gros danger d'une victoire de l'extrême droite, celle de ses idées au minimum, et pourquoi pas celle de sa candidature, signant ainsi l'impuissance de la gauche et des forces réellement progressistes à promouvoir et faire advenir une politique alternative. (*Voir contribution de Alain HAYOT, L'Huma du 19 Février 2021*).

Il ressort de cette analyse que **nous ne pouvons ni renoncer à une candidature communiste émanant du PCF** mais que **nous ne pouvons non plus nous résigner à l'imminence d'une domination de l'extrême droite et donc renoncer à chercher à rassembler les forces de gauche**

Les contradictions à résoudre apparaissent ainsi : ne renoncer ni à une candidature PCF à la présidentielle, ni à un large rassemblement de toute la gauche, capable de faire partager une perspective crédible de changement profond et durable ouvrant une période de progrès social. Et cela dans le cadre d'une élection qui a été foncièrement conçue pour desservir la souveraineté populaire ! Quel défi complexe à relever !

### **1. Le renforcement du PCF, le renouvellement de nos forces.**

Pour armer les travailleurs avec nos idées et propositions, en discuter avec elles et avec eux, il faut pouvoir les rencontrer, dans les entreprises tout d'abord et dans la cité. Combien sommes-nous de communistes pour nous engager dans cette démarche ? Avec quels moyens de diffusion de nos idées et propositions ? Chercher à renouveler nos forces en adhérent.e.s, et parallèlement en lectrices et lecteurs de l'Humanité ne sont pas des options secondaires mais font partie des conditions essentielles pour une stratégie opérationnelle !

### **2. Les batailles électorales des départementales et régionales. Un tremplin pour 2022 ?**

La diversité des configurations de rassemblement dans les régions et départements (à géométrie variable selon qu'ils excluent ou s'accordent ici avec le PS, là avec LFI, EELV, ...) augurera-t-elle d'une capacité à se rassembler, à surmonter les divisions ou à les aggraver pour les batailles électorales de 2022 ?

Ces élections seront-elles des rendez-vous réellement citoyens ? Et l'occasion d'y faire entendre plus fortement que les deux années écoulées le besoin de communisme qu'appelle objectivement et sur le fond le désordre capitaliste ? L'opportunité de réaliser des convergences avec toutes celles et ceux qui sont engagés dans l'action visant à s'émanciper du désordre néolibéral ? Cela paraît difficile.

### **3. Mener une campagne pour ré-inverser le calendrier électoral, le replacer dans une logique citoyenne afin que le scrutin législatif soit convoqué avant la Présidentielle. Proposer d'en faire une démarche commune aux autres forces de gauche (PS ; LFI ; EELV ; NPA ; LO, ...)**

On nous objectera qu'il est bien tard pour réclamer un changement de cette envergure, qu'il n'est pas possible de changer les règles du jeu à douze mois du scrutin. Nous rétorquerons que l'urgence sanitaire ne nous a pas permis de le formuler avant et que l'obstacle ne peut être juridique car le calendrier électoral a déjà été bouleversé, avec le report en Juin 2021 du scrutin départemental et régional.

Surtout, argumentons sur le fond. Expliquons que nous voulons remettre la démocratie debout en arrêtant de faire prendre les électrices et électeurs pour les sujets d'un monarque présidentiel et leur permettre donc de redevenir pleinement citoyennes et citoyens, ce que l'institution présidentielle leur refuse en résumant le sens de sa sollicitation à un seul message : « votez pour moi et on se revoit dans cinq ans ! ». Pour cela, comme la logique de la démocratie représentative y invite, il faut que le peuple puisse d'abord débattre du programme législatif et ensuite du pouvoir exécutif qui sera chargé de le mettre en œuvre.

**Nous ne voulons plus de cette escroquerie d'élection présidentielle placée avant la législative.**

Il y a supercherie à prétendre qu'un programme législatif a été validé par l'élection de la présidence de la République. C'est pourtant ce qu'a fait MACRON après ses prédécesseurs. Plusieurs aspects de cette carence de légitimité de l'action politique de l'Elysée ne méritent-ils pas d'être rappelés à cet effet ?

MACRON a prétendu avoir été élu pour son programme, or nous savons pertinemment que c'est faux car il a été élu par défaut, vainqueur au 2<sup>ème</sup> tour par rejet de LE PEN. Il a fait voter des lois qui ont peu, ou rien à voir avec ce qui était écrit dans son programme, comme par exemple, le démantèlement de la SNCF.

#### **4. Proposer un programme législatif ayant vocation à être commun pour l'immédiat et pour les législatives de 2022**

Nous disposons d'un programme retravaillé et adopté par le CN en Juin 2020, mais est-il connu et approprié par les communistes et au-delà ? (« CONSTRUISONS LA FRANCE EN COMMUN, FORMONS UNE UNION POPULAIRE AGISSANTE »). Et comment proposons-nous de le mettre en œuvre ? Par quels moyens allons-nous développer cette « intervention populaire indispensable » ?

L'histoire nous l'apprend, il n'y a jamais eu de conquête sans luttes, luttes basées sur des majorités d'idées. Les conquêtes de 36 n'auraient jamais eu lieu avec le seul Front populaire et celles de 68 ont eu lieu malgré un gouvernement réactionnaire. Ainsi, le but n'est pas d'abord de passer par les élections pour construire le changement visé - l'émancipation du capitalisme - mais de concevoir les rendez-vous électoraux dans une configuration dynamique qui les relierait, beaucoup plus qu'aujourd'hui, aux luttes sociales.

Si cette idée de convergences à créer entre luttes et institutions n'est certes pas nouvelle, les chemins pour y parvenir doivent et peuvent être de nouveau défrichés, leur approche renouvelée à la lumière des mobilisations sociales et citoyennes récentes : pour le climat; pour l'égalité femmes-hommes; le droit à la retraite; la justice fiscale et la citoyenneté avec les Gilets Jaunes,...

Par leurs innovations diverses, tant dans les formes d'action que dans la formulation des contenus revendicatifs (*Voir le "Plan de sortie de crise" signé par 20 syndicats et associations, ou bien ce qui ressort de la Convention Citoyenne pour le Climat*) ces mobilisations nous invitent à sortir des sentiers battus.

#### **Nos propositions PCF, les luttes sociales et citoyennes avec les exigences de changement qui émergent ont besoin de se confronter pour forger une perspective d'émancipation rassembleuse et gagnante**

Il existe des points d'accords avec LFI mais aussi des divergences sur des enjeux importants (Nucléaire ; Financement de la Sécurité Sociale, ...) qu'il faut rediscuter pour voir s'il y a moyen de surmonter ces désaccords.

Nous avons surtout des divergences sur la démarche : il ne suffit pas d'avoir un programme législatif partagé pour gagner le changement, il faut construire des rapports de force qui désignent clairement l'adversaire, le mode de production capitaliste et à partir de là, dire clairement qu'il y a une lutte des classes à mener consciemment du côté de celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre ; Le pouvoir économique est aux mains du grand patronat et sans mobilisation populaire – dans les entreprises notamment – il ne suffira pas de voter des lois pour qu'elles rentrent dans la vie (*la liberté syndicale existe dans la Constitution, la faire vivre dans la réalité est une autre paire de manche ! le droit au travail existe aussi ... etc. etc.*)

Prenant acte de la division des forces de gauche et de la disqualification probable pour le 2<sup>ème</sup> tour de la présidentielle, il faut réfléchir à un plan B : se placer dès maintenant en position de gagner les législatives en construisant un rassemblement à gauche ciblant prioritairement, les législatives. (*Faire passer l'union par le chas d'aiguille de la candidature unique à la présidentielle est une bataille perdue d'avance. C'est pourquoi, tout en partageant les considérants exposés par l'appel des 1000, je ne partage pas leur choix d'une candidature commune comme voie de rassemblement*).